

Réalisation d'une aire de jeux « Ecole »

Maitre d'Ouvrage

Mairie de SAINT-THIBAUD-DE-COUZ
Représentée par Le Maire, M. Denis BLANQUET
Chef-Lieu – 73160 SAINT-THIBAUD-DE-COUZ
Tél. : 04 79 65 71 01 - Courriel : mairie.sthibaud@gmail.com

DOSSIER DE CONSULTATION

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

TRANCHE FERME
LOT UNIQUE

Commune de
SAINT-THIBAUD-DE-COUZ (Savoie)

Lieu-dit « Chez Carlet »

Date limite de réception des dossiers : Le lundi 19 octobre 2020 à 12h00

Modifications	Indices	Dates
Etablissement du document	A	05 octobre 2020

Sommaire

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	page 3
<u>Section I</u> : OBJET DE LA CONSULTATION	page 4
<u>Section II</u> : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	
2.1. Définition de la procédure	page 4
2.2. Décomposition en tranche et par lots	page 4
2.3. Présentation des offres	page 4
2.4. Nature de l'attributaire	page 4
2.5. Délai d'exécution	page 5
2.6. Variantes autorisées	page 5
2.7. Exécution des travaux	page 5
<u>Section III</u> : JUSTIFICATIONS ET PRÉSENTATION DES OFFRES	page 5
<u>Section IV</u> : JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES	page 7
<u>Section V</u> : AUTRES RENSEIGNEMENTS	
5.1. Renseignements d'ordre administratif	page 8
5.1.1. Délai de validité des offres	page 8
5.1.2. Sécurité et protection de la Santé	page 8
5.2. Renseignements complémentaires	page 8
5.3. Modalités de remise des offres	page 8

***Procédure adaptée régie par l'article L.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique
(Modalités librement fixées, avec publicité et mise en concurrence)***

Aménagement d'une zone de stationnement à l'Eglise

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

1. Nom et Adresse des acheteurs publics :

Maître d'Ouvrage	: Mairie de SAINT-THIBAUD-DE-COUZ
Adresse	: Chef-Lieu
Localité	: SAINT-THIBAUD-DE-COUZ
Téléphone	: 04 79 65 71 01
Courriel	: mairie.sthibaud@gmail.com
Maire	: SAINT-THIBAUD-DE-COUZ
Code postal	: 73160
Télécopie	: 04 79 65 74 12

2. Adresse du Maître d'Œuvre auprès duquel des INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES peuvent être obtenues :

Maître d'œuvre	: S.A.R.L. VERDIS
Adresse	: 58, chemin de la Ficologne
Localité	: SAINT-BALDOPH
Code Postal	: 73190
Téléphone	: 04 79 28 31 62
Télécopie	: 04 79 60 05 91
Gérant	: François VERLUCCO
Courriel	: contact@verdis.fr

3. Adresse à laquelle les OFFRES doivent être envoyées :

<https://www.st-thibaud-de-couz.fr/> /

4. Type d'acheteur public : Collectivité territoriale.

5. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : *Le lundi 19 octobre à 12h00*

Section I
OBJET DE LA CONSULTATION

Les travaux faisant l'objet de la présente consultation comprennent la réalisation des travaux nécessaires à la réalisation d'une aire de jeux - « Ecole ».

Lieu d'exécution des travaux :

Lieu-dit « Chez Carlet » sur la commune de SAINT-THIBAUD-DE-COUZ.

Section II
CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - DÉFINITION DE LA PROCÉDURE

La présente consultation est lancée selon la procédure de **MARCHE ADAPTE AVEC PUBLICITE PREALABLE ET MISE EN CONCURRENCE** définie à l'article 2120-1 du Code de la Commande Publique pour les marchés de travaux dont le montant est compris entre 40 000 euros H.T. et 90 000 Euros H.T.

Le pouvoir adjudicateur ouvrira et examinera les offres correspondantes.

Puis il négociera, s'il le désire, avec les candidats sélectionnés pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

2.2 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES et par LOTS (Voir plans, C.C.T.P. B.P.U.- D.Q.E.)

TRANCHE FERME :

- LOT Unique

2.3 - PRESENTATION DES OFFRES

Présenter une offre :

- Pour le lot Unique.

2.4 - NATURE DE L'ATTRIBUTAIRE

Le marché sera conclu :

- Soit avec un entrepreneur,
- Soit avec un groupement.

2.5 - DÉLAI D'EXÉCUTION

La date prévisionnelle de démarrage débute à la date fixée par ordre de service. Pour novembre 2020

- LOT Unique : fixé à 25 jours maximum ouvrés de travaux et 15 jours maximum ouvrés de préparation.
(Soit 40 jours)

2.6 - VARIANTES AUTORISEES

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de ces travaux. Les jeux ont été délibérés lors d'un conseil municipal et en aucun cas ne doivent faire l'objet de modification.

2.7- EXECUTION DES TRAVAUX

Les plans fournis par le Maître d'Œuvre pour la consultation comportent toutes les informations et tous les éléments pour la réalisation des travaux :

- **PLAN DES AMENAGEMENTS**

La position des jeux, des bordures, des espaces verts et plus généralement le tracé planimétrique du projet doivent être respectés.

L'étude altimétrique de l'aménagement est à la charge de l'entreprise adjudicatrice du Lot.

Elle prendra en compte toutes les contraintes liées aux éléments existants avant travaux, seuils des entrées, bordures, talus, etc.). Son projet sera soumis au Maître d'Œuvre et validé par celui-ci.

Section III

JUSTIFICATION ET PRÉSENTATION DES OFFRES

Les offres seront entièrement rédigées en langue française.

DOCUMENTS À PRODUIRE RELATIFS A LA CANDIDATURE ET A L'OFFRE

Chaque candidat aura à produire un dossier **candidature** et un dossier **offre**.

Le Dossier - CANDIDATURE - *devra contenir les pièces suivantes conformément à l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique :*

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus :

- Lettre de candidature (D.C.1, dernière version en ligne sur le site www.economie.gouv.fr)
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (D.C.2, dernière version en ligne sur le site www.economie.gouv.fr)
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat (D.C.2)
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Déclaration sur l'honneur du candidat stipulant qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir.
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,
- Une attestation d'assurance responsabilité civile et décennale en cours de validité faisant mention des natures des travaux couverts.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles,

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années (type et volume de travaux), appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants (3 attestations de moins de 5 ans). Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature (préciser type et volume des travaux correspondants).

Les Renseignements concernant le compte CHORUS PRO des candidats :

- Identité de la structure des candidats sur la plateforme CHORUS PRO (preuve de la création de la structure sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr> (exemple : copie d'écran...) pour la dématérialisation des factures.

Les certificats produits par des organismes différents seront acceptés s'ils comportent des indications et informations équivalentes. Par ailleurs, l'équivalence des qualifications professionnelles de l'entreprise pourra être établie au moyen des références de chantiers, de nature et d'importance similaires. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Le Dossier - OFFRE - devra contenir les pièces suivantes :

➤ **Un projet de marché** comprenant :

Un A.T.T.R.I.1 - Acte d'engagement : à compléter, dater, tamponner et signer

Le C.C.A.P. - Cahier des Clauses Administratives Particulières : à dater, tamponner, et signer

Le C.C.T.P.- B.P.U. - Cahier des Clauses Techniques Particulières et le Bordereau des Prix Unitaires à remplir : à dater, tamponner, et signer

Le D.Q.E. - Détail Quantitatif et Estimatif : à compléter, dater, tamponner et signer.

En cas de proposition de variante sur le jeu multisport, transmettre uniquement le D.Q.E. et Acte d'engagement faisant référence.

L'original de ces documents, conservé dans les archives de la collectivité, fait foi.

NOTA : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

➤ **Un mémoire** justificatif des dispositions que l'entrepreneur adopte pour l'exécution des travaux comportant toutes justifications et observations et notamment :

- ✓ Un programme d'exécution des travaux indiquant de façon sommaire le mode opératoire, l'organisation du chantier et la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier,
- ✓ L'indication du personnel affecté à l'opération, l'encadrement, la qualification ou l'expérience,
- ✓ La liste du matériel que le candidat envisage d'affecter à la réalisation des travaux, incluant tout moyen spécifique à l'opération, y compris location ou sous-traitance.

CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Ils devront parvenir à destination avant les dates et les heures respectives indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenus.

PROCEDURE DEMATERIALISEE - Voir article 5-3

Section IV

JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 à 8 du Code de la Commande Publique. L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée. Sous réserve des dispositions du code de la commande publique, le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous pour la base et les variantes :

- ✓ **Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de consultation : 60 %**
- ✓ **Références techniques et professionnelles, Planning prévisionnel de travaux, compris la date de démarrage : 40 %**

- Prix de la prestation :

En ce qui concerne le critère « prix », les offres des candidats sont notées comme suit :

Note = Prix de l'offre moins-disante / Prix de l'offre concernée x (0,60)

- Valeur technique :

Ce critère sera pondéré à (40) % pour l'établissement du classement.

Pour les offres complètes, la valeur technique sera jugée au vu du mémoire technique sur la base de 100 points sur les sous critères suivants :

- Le mode opératoire, l'organisation du chantier, la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier = (50) points,
- Les moyens humains (personnel affecté au chantier, personnel d'encadrement...) = (25) points,
- Les moyens techniques et matériels appropriés à ces travaux = (15) points.
- Planning prévisionnel de travaux, compris la date de démarrage = (10) points

Au terme des négociations, après classement des offres, l'offre obtenant la meilleure note sera choisie par la commission d'appel d'offre et permettra d'attribuer le marché après production des différents certificats.

Tout rabais ou remises de toute nature qui ne sont pas expressément autorisés par le présent règlement et l'acte d'engagement ne seront pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, la Commission d'appel d'offres se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Le nombre de candidat admis à négocier minimum est de trois. Si toutefois ce nombre n'était pas atteint la Commission peut décider de négocier avec le ou les seuls candidats ayant remis une offre.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général

Section V

AUTRES RENSEIGNEMENTS

5.1 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

5.1.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise.

5.1.2 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (S.P.S.)

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

5.2 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse est la suivante : mairie.sthibaud@gmail.com

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

5.3 - MODALITÉS DE REMISE DES OFFRES

PROCEDURE DEMATERIALISEE

Transmission des documents par voie électronique **OBLIGATOIRE** à l'adresse suivante : mairie.sthibaud@gmail.com ; copie : mc@verdis.fr ; contact@verdis.fr

Cette procédure permet aux candidats de télécharger l'ensemble des documents du dossier de consultation sur un réseau électronique et de déposer une offre par voie électronique à l'adresse mentionnée ci-dessus.

Le retrait des documents électroniques sur la plateforme de dématérialisation n'oblige pas le candidat à déposer une offre.

Tout autre envoi dématérialisé (ex : par mail...) ne sera pas accepté.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés après l'ouverture des plis.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Toute offre dématérialisée devra parvenir à destination avant la date et l'heure limite de remise des plis. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les offres dématérialisées qui seraient transmises ou dont l'accusé de réception serait délivré après la date et l'heure limites ne seront pas prises en compte. (Si la transmission est commencée avant l'heure limite, et se termine après, l'offre sera considérée comme hors délai. Ne pas commencer le transfert trop tardivement.)

RECOMMANDATIONS

Il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

SIGNATURE DES DOCUMENTS

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé électroniquement tant à la réception des offres, que lors de l'attribution.

En cas de signature électronique volontaire des documents de la candidature ou de l'offre de la part des candidats, celle-ci se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique.

CONTRAINTES INFORMATIQUES/PRE REQUIS TECHNIQUE

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre,

Afin de permettre une dématérialisation optimale tant lors du dépôt de l'offre (coté soumissionnaire) que du décajetage (coté acheteur public), il est préconisé de ne pas alourdir les documents, il n'est pas imposé de taille limite pour les offres électroniques toutefois il est recommandé de ne pas dépasser le poids de 25mo par enveloppe (compris offre, candidature ET signatures)

Pour pouvoir signer électroniquement son offre, le soumissionnaire (ou la personne habilitée à soumissionner) doit être titulaire d'un certificat électronique conforme aux exigences de la directive européenne en vigueur.

Afin de pouvoir lire les documents fournis par les candidats sur la plateforme de dématérialisation, les fichiers devront être transmis aux formats suivants : WORD, Excel, ACROBAT (PDF), JPEG.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les soumissionnaires ne devront pas utiliser les fichiers exécutables notamment les « Exe », ni les « macros commandes » incluses dans les documents non exécutables.

PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

B.P. 1135

38022 GRENOBLE CEDEX 1

Téléphone : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44 - Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr